



Marché du travail : Les régions manufacturières plus touchées par le ralentissement de l'emploi

Mensuel économique de septembre 2026

Le commentaire de notre économiste Alexandra

Le portrait de l'emploi au Québec met en lumière des réalités régionales contrastées. Les régions où la fabrication occupe une place importante dans l'économie affichent généralement des reculs d'emploi plus marqués, alors que les régions ressources et celles où les services publics jouent un rôle structurant continuent de bénéficier de moteurs de croissance qui atténuent jusqu'ici les effets des tensions commerciales.

L'inflation est demeurée relativement stable en août au Canada et au Québec. Si les prix de l'énergie continuent d'exercer une pression à la hausse, les données ne montrent toujours pas de propagation généralisée de ces hausses au reste du panier de consommation.



Alexandra Lareau

Conseillère expérimentée et économiste

alexandra.lareau@mallette.ca

Actualité économique

Marché du travail : Les régions manufacturières plus touchées par le ralentissement de l'emploi

Un recul de l'emploi concentré dans les industries productrices de biens

Entre août 2025 et août 2026, l'emploi au Québec a diminué de 0,9 %. Cette baisse provient essentiellement du secteur des biens (-3,0 %), plus spécifiquement de l'agriculture, de la construction et de la fabrication.

Une résilience régionale inégale face aux tensions commerciales

L'évolution de l'emploi à l'échelle provinciale révèle des écarts entre les régions.

Les reculs les plus marqués ont été observés en **Mauricie**, et au **Centre-du-Québec**. À l'inverse, la **Côte-Nord** et le **Nord-du-Québec**, l'**Estrie**, et **Montréal** ont enregistré les plus fortes progressions de l'emploi.

Les résultats observés font ressortir certaines tendances déjà mises en lumière par l'indice de **vulnérabilité aux tarifs douaniers** américains, illustrant l'importance de la structure économique régionale.

En effet, les régions où le **secteur manufacturier** occupe une place importante dans l'économie affichent généralement un recul de l'emploi plus important (Mauricie, Centre-du-Québec, Chaudière-Appalaches), tandis que les **régions ressources** et celles où les **services publics** jouent un rôle plus structurant semblent bénéficier de moteurs de croissance capables de contrebalancer, au moins en partie, leur vulnérabilité face aux tensions commerciales (Côte-Nord, Abitibi-Témiscamingue). Ces résultats rappellent que **la composition industrielle demeure un facteur déterminant dans la capacité des régions à absorber les chocs économiques**.

Dans un contexte marqué par les tensions commerciales et les transformations sectorielles, les régions bénéficiant d'une plus grande **diversification économique** ou de **secteurs porteurs** sont mieux positionnées pour faire face aux changements en cours.

Croissance annuelle de l'emploi total, par secteur économique et par région

Québec, août 2025 à août 2026, désaisonnalisées, %

Secteur économique	Taux de croissance
Ensemble des industries	-0,9 %
Biens	-3,0 %
Agriculture	-15,7 %
Construction	-5,2 %
Fabrication	-3,0 %
Services publics	10,0 %
Ressources naturelles ¹	21,2 %
Services	-0,4 %
Finance, immobilier et assurances	-5,5 %
Commerce de gros et de détail	-2,9 %
Information, culture et loisirs	-2,3 %
Soins de santé et assistance sociale	-1,9 %
Administrations publiques	-0,8 %
Services d'enseignement	-0,5 %
Transport et entreposage	0,1 %
Services aux entreprises	0,5 %
Services professionnels	3,7 %
Autres services	4,1 %
Hébergement et restauration	8,5 %

Région administrative	Taux de croissance	Indice de vulnérabilité ² face aux tarifs douaniers américains
Ensemble du Québec	-0,9 %	
Mauricie	-11,9 %	●
Centre-du-Québec	-6,9 %	●
Capitale-Nationale	-4,8 %	●
Chaudière-Appalaches	-4,4 %	●
Laurentides	-4,0 %	●
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	-3,0 %	n.d.
Laval	-2,4 %	●
Montréal	-1,6 %	●
Lanaudière	0,3 %	●
Bas-Saint-Laurent	1,3 %	●
Saguenay-Lac-Saint-Jean	1,5 %	●
Abitibi-Témiscamingue	1,7 %	●
Outaouais	1,8 %	●
Montréal	2,8 %	●
Estrie	3,8 %	●
Côte-Nord et Nord-du-Québec	8,3 %	Côte-Nord ●

1. Inclut : foresterie, pêche, mines, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz. | 2. Desjardins, mars 2026.

Inflation

Inflation canadienne

En août 2026, le taux d'inflation au Canada s'est maintenu à 3,0 %, un niveau stable par rapport au mois précédent.

Quatre provinces ont affiché un taux stable par rapport à juillet (Terre-Neuve-et-Labrador, Nouvelle-Écosse, Nouveau-Brunswick et Colombie-Britannique), bien que la **Nouvelle-Écosse conserve le taux le plus élevé** au pays (5,1 %) pour un cinquième mois consécutif.

De son côté, **l'Île-du-Prince-Édouard** enregistre la plus forte accélération du taux d'inflation par rapport au mois de juillet (+0,5 p.p.), tandis que la **Saskatchewan** affiche la décélération mensuelle la plus prononcée (-0,6 p.p.).

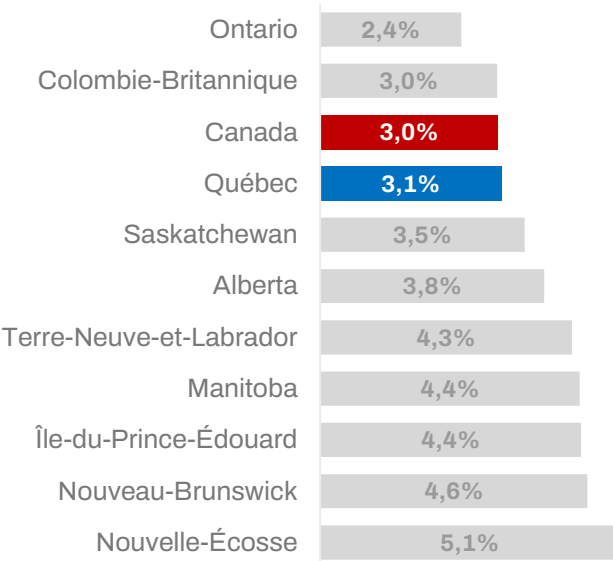
Inflation québécoise

En août 2026, **le taux d'inflation au Québec s'est établi à 3,1 %**, soit 0,1 p.p. au-dessus de la moyenne canadienne et un recul de 0,2 p.p. par rapport à juillet.

Les **transports (5,7 %)** et les **loisirs, formation et lecture (4,9 %)** demeurent les composantes affichant les taux les plus élevés, bien que toutes deux aient décéléré par rapport au mois précédent.

Taux d'inflation par province

Inflation annuelle, août 2025 à août 2026, %

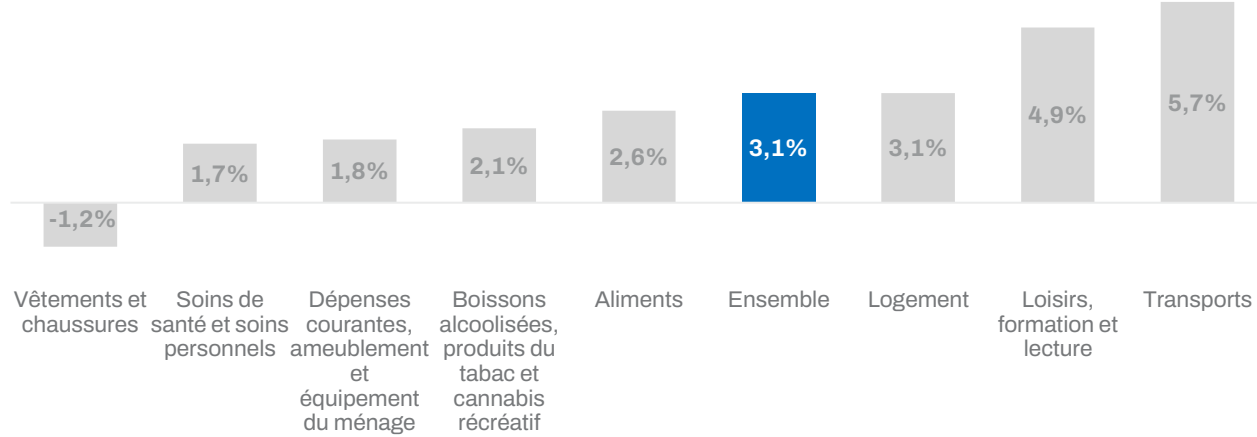


Dans le cas des transports, ce recul est principalement attribuable au **ralentissement de la croissance des prix de l'essence**, passant de 21,4 % en juillet à 18,8 % en août.

Cinq composantes sur huit ont enregistré une diminution de leur taux d'inflation par rapport à juillet, dont les **aliments** et le **logement**, qui poursuivent leur décélération pour un troisième mois consécutif.

Taux d'inflation au Québec par catégorie de biens et services

Inflation annuelle, août 2025 à août 2026, %



Taux de chômage

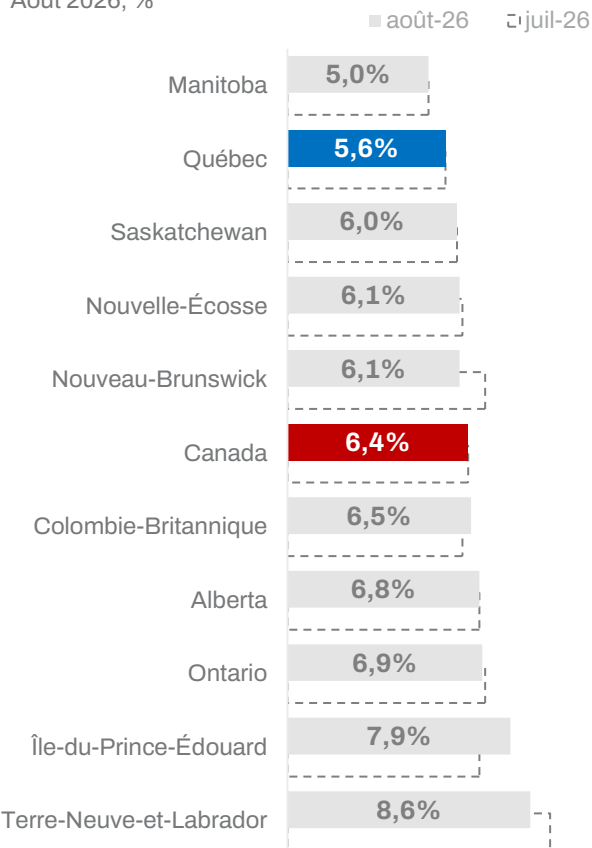
En août, le **taux de chômage au Canada est demeuré stable à 6,4 %**, tandis que le taux d'activité a légèrement reculé de 0,1 p.p., suggérant que la stabilité du chômage tient en partie à un retrait marginal de la population active plutôt qu'à une progression de l'emploi.

Du côté des provinces, le portait est globalement stable par rapport au mois précédent, alors que quatre d'entre elles n'ont enregistré aucune variation de leur taux de chômage, et les autres ont affiché des mouvements observés de faible amplitude, à l'exception de l'Île-du-Prince-Édouard.

- Le **Québec** maintient son taux à 5,6 %, deuxième plus faible au pays derrière le Manitoba (5,0 %). La **stabilité du taux de chômage s'accompagne toutefois d'un recul marqué du taux d'activité** (-0,9 p.p.), le plus important au pays
- Le **Nouveau-Brunswick** se distingue avec une baisse de 0,9 p.p. accompagnée d'une hausse du taux d'activité (+0,5 p.p.)
- **L'Île-du-Prince-Édouard** affiche la hausse la plus marquée (+1,1 p.p.) du taux de chômage, annulant en partie le gain du mois précédent

Taux de chômage par province

Août 2026, %



Marchés financiers

Au cours des derniers mois, les marchés financiers ont **poursuivi leur progression**, mais la **composition des rendements a graduellement évolué**. Alors qu'un nombre restreint de grandes sociétés dominait largement les gains boursiers au cours des dernières années, l'**intérêt des investisseurs s'est étendu à d'autres secteurs**, notamment les services financiers, l'industrie et certains segments de la consommation.

Cette rotation sectorielle traduit une confiance accrue envers les perspectives économiques et la capacité d'un plus grand nombre d'entreprises à générer de la croissance. Les investisseurs accordent également davantage

d'importance aux valorisations, se tournant vers des secteurs offrant un potentiel de rendement intéressant à des prix plus modérés. **Cette diversification des sources de rendement est généralement considérée comme un facteur positif, puisqu'elle réduit la concentration des gains dans un petit nombre de sociétés.**

Malgré les incertitudes entourant l'évolution des taux d'intérêt, des tensions commerciales et de la croissance économique, cette diversification des sources de rendement contribue à soutenir les perspectives des marchés financiers.

Marchés financiers au 31 août 2026

Rendement (%)	1 mois	AAD	1 an	5 ans	10 ans
ACTIONS					
S&P/TSX	2,3 %	16,2 %	28,6 %	15,0 %	13,0 %
S&P 500	2,7 %	13,1 %	20,4 %	12,8 %	15,4 %
NASDAQ 100	4,2 %	16,7 %	25,8 %	13,6 %	20,0 %
MSCI – EAFE	0,8 %	15,1 %	22,8 %	11,4 %	10,1 %
REVENU FIXE					
Indice des obligations universelles FTSE Canada	- 0,2 %	0,4 %	2,0 %	0,3 %	1,4 %

SOURCE | LSEG, Mallette.

Pétrole

Le prix du Brent s'est établi à **91,08 USD le baril en août, en hausse de 8,7 % par rapport à juillet** et de 36,8 % depuis le début de l'année. Après deux mois de relative stabilité, les prix ont repris leur progression dans un contexte où les tensions géopolitiques au Moyen-Orient demeurent une source d'incertitude pour les marchés énergétiques.

Prix du baril

Brent, août 2026

91,08 USD



+36,8 % Par rapport à janvier 2026

+ 8,7 % Par rapport à juillet 2026

Taux directeur

La Banque du Canada a maintenu son **taux directeur à 2,25 % le 2 septembre dernier**. Bien que la reprise économique se généralise au pays, la persistance des pressions liées aux prix de l'énergie ainsi que les incertitudes entourant les nouveaux droits de douane américains incitent la Banque à demeurer prudente.

Taux directeur

Septembre 2026

2,25 %



Inchangé depuis octobre 2025

SOURCES | Statistique Canada, Institut de la statistique du Québec, Banque du Canada, Comité national routier, analyse Mallette, 2026.